

ANNONCE TRANSMISE
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE ADAPTÉE
DATE D'ÉMISSION : 27/06/2024 - 17:03

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : COMMUNE DE SAINTE MARIE DE RE

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21170360800011

Ville : Sainte-marie-de-ré

Code Postal : 17740

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 2024-06

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mme BARNEAUD

Adresse mail du contact : Info@saintemariedere.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 546302124

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : - Lettre de candidature : Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants si besoin ;
- Pouvoir : Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) ;
- Déclaration sur l'honneur : Le candidat justifie qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.

2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- Situation de redressement judiciaire : Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : - Attestation d'assurance : Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ; Les attestations d'assurances (responsabilité civile et décennale) avec plafonds de garantie, certifiant des compétences des entreprises

* une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux (Responsabilité civile).

* une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les Articles 1792.2 et 2270 du Code Civil et la loi 78.12 du 4.1.1978 (Responsabilité Décennale).

- Déclaration chiffre d'affaires global : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles ;

Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : - Déclaration d'effectifs : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années disponibles ;

- Description des moyens techniques : Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du contrat public ;

- Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendant : ceux de la Fédération Nationale des Travaux Publics ou ceux équivalent d'un autre organisme, attestant de leur compétence en conformité avec l'objet du marché (lot).

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 19 juillet 2024 à 12 h 00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux de requalification de la place d'Antioche

Code CPV principal

Descripteur principal : 45112500

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Travaux de requalification de la place d'Antioche

Lieu principal d'exécution du marché : Sainte Marie de Ré

Durée du marché (en mois) : 7

Valeur estimée (H.T.) : 840000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 : Lots

Description du lot : Voirie et Réseaux Divers

Code CPV principal : 45112500

Estimation de la valeur hors taxes du lot : euros

Lieu d'exécution du lot : Sainte Marie de Ré

Description du lot : Espaces Verts

Code CPV principal : 45112710

Estimation de la valeur hors taxes du lot : euros

Lieu d'exécution du lot : Sainte Marie de Ré

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Financement sur fonds propres.

Recours :

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS

15, rue Blossac - CS 80541

86 020 POITIERS Cedex

Tél : 05-49-60-79-19

Mail : greffe.ta.poitiers@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Articles L 551-1 à L 551-4 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat. Articles L 551-13 à L 551-23 du Code de justice administrative pour le référé contractuel qui peut être exercé dans les six mois à compter de la date de signature du contrat, délai réduit à un mois en cas de publication d'un avis d'attribution. Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative : deux mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme pour un recours contentieux. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés : deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le recours pour excès de pouvoir ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché public ou de l'accord-cadre.

Date d'envoi du présent avis : 27/06/2024

Mots clés: Voirie et réseaux divers

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **4104003**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

Marchés Online Publication intégrale

Département : 17 - Charente Maritime

DONNÉES DE FACTURATION

Libellé de la facture :

-

Adresse d'expédition :

-